

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 octobre 1998
Français
Original: anglais

**Cinquante-troisième session
Cinquième Commission**

Point 113 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999**Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala :
rapport sur l'exécution du budget pour la période
du 1er janvier au 31 décembre 1998****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport contient des renseignements provisoires sur l'exécution du budget de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998. Avant d'adopter sa résolution 52/175 du 18 décembre 1998, l'Assemblée générale a été saisie d'un état des incidences sur le budget-programme (A/C.5/52/21 et Add.1) soumis par le Secrétaire général. Dans son rapport sur la question, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a exprimé l'avis qu'un rapport sur l'exécution du budget devrait être présenté avant la fin de 1998 de façon à mieux assurer le suivi des crédits ouverts pour la MINUGUA.

Par sa résolution 52/221 A du 22 décembre 1997, l'Assemblée générale a notamment approuvé l'ouverture d'un crédit d'un montant de 36 523 000 dollars au titre du chapitre 3 (Opérations de maintien de la paix et missions spéciales) du budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. Elle y a également approuvé l'ouverture d'un crédit de 2 348 100 dollars au chapitre 32 (Contributions du personnel), qui était compensé, dans les prévisions de recettes, par l'inscription d'un montant correspondant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contribution du personnel).

Le montant estimatif net des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998 s'élève à 31 515 000 dollars (montant brut : 34 192 500 dollars), soit un solde inutilisé d'un montant estimatif de 5 008 000 dollars au chapitre 3 du budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999, qui est compensé en partie par un dépassement de crédits d'un

montant de 329 400 dollars au chapitre 32, accompagné d'une augmentation des recettes provenant des contributions du personnel.

Le solde inutilisé correspond principalement aux traitements, dépenses communes de personnel et indemnités de subsistance (missions) mensuelles liés aux postes qui ne sont pas encore pourvus. Il s'explique également, mais dans une moindre mesure, par les économies réalisées aux rubriques transports et opérations aériennes.

L'Assemblée générale (voir sect. IV, «Conclusions et recommandations») devrait prendre note du présent rapport et tenir compte de la réduction d'un montant brut estimatif de 4 678 600 dollars (montant net : 5 008 000 dollars) qui y est annoncée lorsqu'elle examinera l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution dont elle sera saisie si elle souhaite proroger le mandat de la MINUGUA.

I. Introduction

1. Dans sa résolution 51/198 B du 27 mars 1997, l'Assemblée générale a décidé d'autoriser la reconduction du mandat de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) pour une nouvelle période d'un an, soit jusqu'au 31 mars 1998, afin que la Mission puisse mener à bien la vérification internationale de la mise en oeuvre des Accords de paix conformément aux recommandations du Secrétaire général (voir A/51/828). La structure de la Mission pour la période du 1er avril 1997 au 31 mars 1998 est présentée dans l'état des incidences sur le budget-programme (A/C.5/51/47) que le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée avant que celle-ci n'adopte la résolution susmentionnée.

2. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998, des ressources avaient été demandées par le Secrétaire général, dans ses propositions initiales, au titre du chapitre 3 du budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, dont un montant destiné à couvrir les dépenses relatives à 328 fonctionnaires, dont 129 recrutés sur le plan international : 71 de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (1 D-2, 2 D-1, 10 P-5, 23 P-4, 29 P-3 et 6 P-2) et 58 de la catégorie des agents des services généraux et catégories apparentées (12 agents du Service mobile et 46 agents des services généraux); et 199 agents locaux. En outre, un crédit était prévu pour couvrir les dépenses afférentes à 106 Volontaires des Nations Unies, 17 officiers de liaison et 38 observateurs de police civile.

3. Dans sa résolution 52/175 du 18 décembre 1997, l'Assemblée générale a décidé d'autoriser la prolongation du mandat de la Mission du 1er avril au 31 décembre 1998. La structure révisée de la Mission est présentée dans l'état des incidences sur le budget-programme (A/C.5/52/21 et Add.1) que le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée générale avant que celle-ci n'adopte la résolution susmentionnée. Sur recommandation du CCQAB, l'Assemblée a approuvé, pour la période du 1er avril au 31 décembre 1998, la structure révisée de la Mission avec les ressources et les frais de fonctionnement correspondants. La nouvelle structure prévoyait 362 fonctionnaires, dont 133 recrutés sur le plan international : 82 de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur (1 D-2, 2 D-1, 9 P-5, 26 P-4, 39 P-3 et 5 P-2) et 51 de la catégorie des agents des services généraux et catégories apparentées (10 agents du Service mobile et 41 agents des services généraux); et 229 agents locaux. Un montant était également prévu pour couvrir les dépenses afférentes à 98 Volontaires des Nations Unies, 20 officiers de liaison et 51 observateurs de police civile.

II. Exécution du budget

4. On trouvera des renseignements sur les opérations de la MINUGUA et sur la situation sur le terrain pendant la période à l'examen dans les rapports que le Secrétaire général a présentés à l'Assemblée générale (A/53/315 du 31 août 1998, A/53/288 du 24 août 1998, A/52/946 du 15 juin 1998 et A/52/554 du 31 octobre 1997).

III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998

5. Comme l'indique le tableau 1 ci-dessous, par rapport aux crédits d'un montant net de 36 523 000 dollars (montant brut : 38 871 100 dollars) ouverts en 1998 pour une période correspondant à deux mandats de la Mission, le montant estimatif net des dépenses et des engagements s'élève à 31 515 000 dollars (montant brut : 34 192 500 dollars). Le solde

inutilisé, d'un montant net de 5 008 000 dollars (montant brut : 4 678 600 dollars), représente en chiffres nets 13,7 % du montant des crédits ouverts (ou 12 % en chiffres bruts). On trouvera, à l'annexe I du présent rapport, des renseignements sur l'exécution du budget pour la période à l'examen, par principal objet d'activité, et, à l'annexe II, des explications complémentaires sur les écarts importants.

Tableau 1
Crédits ouverts et dépenses
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépense</i>	<i>Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	716,0	721,3	(5,3)
Personnel civil	26 124,6	22 165,0	3 959,6
Dépenses de fonctionnement	9 304,2	8 313,9	990,3
Autres programmes	378,2	314,8	63,4
Appui aux programmes	–	–	–
Contributions du personnel	2 348,1	2 677,5	(329,4)
Total	38 871,1	34 192,5	4 678,6
Recettes provenant des contributions du personnel	(2 348,1)	(2 677,5)	329,4
Montant net des ressources nécessaires	36 523,0	31 515,0	5 008,0
Contributions volontaires	5 566,0	4 736,8	829,2
Total des ressources	42 089,0	36 251,8	5 837,2

Tableau 2
**Personnel militaire et personnel civil : effectifs autorisés et taux d'occupation
 et de vacance de postes pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998**

<i>Catégorie</i>	<i>Période du 1er janvier au 31 décembre 1998</i>	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Effectif déployé (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance de postes</i>
Officiers de liaison	1er janvier-31 mars	17	16	5,9
	1er avril-31 décembre	20	18	10,0
Observateurs de police civile	1er janvier-31 mars	38	34	10,5
	1er avril-31 décembre	51	48	5,9
Personnel international	1er janvier-31 mars	129	110	14,7
	1er avril-31 décembre	133	118	11,3
Personnel local	1er janvier-31 mars	199	198	0,5
	1er avril-31 décembre	229	214	6,6

IV. Conclusions et recommandations

6. L'Assemblée générale devrait prendre note du présent rapport et tenir compte de la réduction d'un montant brut estimatif de 4 678 600 dollars (montant net : 5 008 00 dollars) qui y est annoncée lorsqu'elle examinera l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution dont elle sera saisie si elle souhaite proroger le mandat de la MINUGUA.

Annexe I

Exécution du budget pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998 : données provisoires

(En milliers de dollars des États-Unis)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	<i>1er janvier- 31 décembre 1998 Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Dépenses renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (2) + (3)</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Écarts (1) - (4)</i>
1. Personnel militaire						
<i>a) Observateurs militaires</i>						
Indemnité de subsistance (missions)	603,4		589,7	589,7	30,7	13,7
Frais de voyage	55,8		74,8	74,8		(19,0)
Indemnité d'habillement et d'équipement						
Total partiel	659,2	0,0	664,5	664,5	30,7	(5,3)
<i>b) Autres dépenses afférentes au personnel militaire</i>						
Matériel appartenant aux contingents						
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité			56,8	56,8		
Total partiel	56,8		56,8	56,8		
Total, rubrique 1	716,0	0,0	721,3	721,3	30,7	(5,3)
2. Personnel civil						
<i>a) Police civile</i>						
Indemnité de subsistance (missions)	1 494,3		1 416,9	1 416,9		77,4
Frais de voyage	132,0		139,4	139,4	27,7	(7,4)
Indemnité d'habillement et d'équipement						
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité						
Total partiel	1 626,3	0,0	1 556,3	1 556,3	27,7	70,0
<i>b) Personnel international et personnel local</i>						
Traitements du personnel international	8 363,4		5 944,0	5 944,0		2 419,4
Traitements du personnel local	2 801,4		2 516,6	2 516,6		284,8
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)						
Consultants			6,0	6,0		(6,0)
Heures supplémentaires			70,0	70,0		(70,0)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	<i>1er janvier- 31 décembre 1998 Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Dépenses renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (2) + (3)</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Écarts (1) - (4)</i>
Dépenses communes de personnel	4 265,2		4 067,3	4 067,3	36,5	197,9
Indemnité de subsistance (missions)	4 093,2		3 645,4	3 645,4		447,8
Autres frais de voyage	167,2		172,4	172,4	10,1	(5,2)
Total partiel	19 690,4	0,0	16 421,7	16 421,7	46,6	3 268,7
<i>c) Personnel contractuel international</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>d) Volontaires des Nations Unies</i>	4 807,9	0,0	4 187,0	4 187,0	650,0	620,9
Total partiel	4 807,9	0,0	4 187,0	4 187,0	650,0	620,9
Total, rubrique 2	26 124,6	0,0	22 165,0	22 165,0	724,3	3 959,6
3. Locaux/hébergement						
Location de locaux	693,4		685,9	685,9	220,9	7,5
Aménagement et rénovation des locaux	107,1		95,0	95,0	3,9	12,1
Fournitures d'entretien	46,2		37,0	37,0	2,1	9,2
Services d'entretien	80,3		80,3	80,3	2,7	0,0
Éclairage, chauffage, énergie et eau	141,3		128,1	128,1	0,6	13,2
Services de sécurité et de nettoyage	571,8		554,3	554,3	227,9	17,5
Total, rubrique 3	1 640,1	0,0	1 580,6	1 580,6	458,1	59,5
4. Transports						
Achat de véhicules	3 059,0	2 510,2		2 510,2	2 158,5	548,8
Location de véhicules	12,1		7,0	7,0		5,1
Pièces de rechange, réparations et entretien	483,2		449,0	449,0	106,0	34,2
Carburants et lubrifiants	293,1		270,0	270,0	132,3	23,1
Assurance	32,5		32,5	32,5	13,4	0,0
Total, rubrique 4	3 879,9	2 510,2	758,5	3 268,7	2 410,2	611,2
5. Opérations aériennes						
Hélicoptères/avions						0,0
Location/affrètement	1 849,4		1 453,1	1 453,1	782,9	396,3
Carburants et lubrifiants						0,0
Déploiement/retrait			160,0	160,0		(160,0)
Peinture/préparation						0,0
Assurance responsabilité et risques de guerre						0,0
Indemnité de subsistance des équipages						0,0
Services et matériel de contrôle de la circulation aérienne						0,0
Droits d'atterrissage et manutention au sol						0,0
Citernes à carburant						0,0
Total, rubrique 5	1 849,4	0,0	1 613,1	1 613,1	782,9	236,3
6. Transmissions						
<i>a) Éléments complémentaires</i>						
Achat de matériel de transmissions	141,5	188,1		188,1		(46,6)
Pièces de rechange et fournitures/entretien	186,2		121,0	121,0		65,2
Matériel d'atelier et d'essai				0,0		0,0

	(1) <i>1er janvier- 31 décembre 1998 Crédits ouverts</i>	(2) <i>Dépenses non renouvelables</i>	(3) <i>Dépenses renouvelables</i>	(4) <i>Montant total des dépenses (2) + (3)</i>	(5) <i>Engagements non réglés</i>	(6) <i>Écarts (1) - (4)</i>
Communications par réseaux commerciaux	288,0		288,0	288,0	48,4	0,0
Total partiel	615,7	188,1	409,0	597,1	48,4	18,6
<i>b) Contrat de raccordement au réseau</i>						0,0
Total, rubrique 6	615,7	188,1	409,0	597,1	48,4	18,6
7. Matériel divers						
Mobilier de bureau	50,6	50,0		50,0		0,6
Matériel de bureau et matériel divers	108,2	186,8		186,8	35,6	(78,6)
Matériel informatique	459,9	538,5		538,5		(78,6)
Autre matériel divers				0,0		0,0
Pièces de rechange, réparations et entretien	250,2		80,4	80,4	4,2	169,8
Total, rubrique 7	868,9	775,3	80,4	855,7	39,8	13,2
8. Fournitures et services						
<i>a) Services divers</i>						
Services contractuels				0,0		0,0
Services et traitements médicaux			12,5	12,5		(12,5)
Dépenses de représentation	6,3		4,3	4,3		2,0
Autres services divers	129,1		101,3	101,3	7,4	27,8
Total partiel	135,4	0,0	118,1	118,1	7,4	17,3
<i>b) Fournitures diverses</i>						
Papeterie et fournitures de bureau			51,1	51,1	2,3	(51,1)
Fournitures médicales			16,7	16,7	0,6	(16,7)
Fournitures sanitaires et articles de nettoyage			10,7	10,7	3,4	(10,7)
Abonnements			11,7	11,7	3,2	(11,7)
Fournitures électriques			20,0	20,0	1,2	(20,0)
Fournitures pour ordinateurs			55,6	55,6	19,3	(55,6)
Autres fournitures diverses			71,4	71,4		(71,4)
Fournitures et accessoires	252,2			0,0		252,2
Total partiel	252,2	0,0	237,2	237,2	30,0	15,0
Total, rubrique 8	387,6	0,0	355,3	355,3	37,4	32,3
9. Programmes d'information						
Publications				0,0		0,0
Promotion				0,0		0,0
Services contractuels				0,0		0,0
Dépenses de production du Bureau de la communication et de l'information	378,2		314,8	314,8		63,4
Total, rubrique 9	378,2	0,0	314,8	314,8	0,0	63,4
10. Programmes de formation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11. Fret aérien et de surface						
Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	62,6		43,4	43,4	27,1	19,2

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	<i>1er janvier- 31 décembre 1998 Crédits ouverts</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>Dépenses renouvelables</i>	<i>Montant total des dépenses (2) + (3)</i>	<i>Engagements non réglés</i>	<i>Écarts (1) - (4)</i>
Divers	0,0			0,0	0,0	0,0
Total, rubrique 11	62,6	0,0	43,4	43,4	27,1	19,2
12. Appui aux programmes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13. Contributions du personnel	2 348,1		2 677,5	2 677,5	0,0	(329,4)
Total, rubriques 1 à 11	38 871,1	3 473,6	30 718,9	34 192,5	4 558,9	4 678,6
14. Recettes provenant des contributions du personnel	2 348,1	0,0	2 677,5	2 677,5	0,0	(329,4)
Montant net des ressources nécessaires	36 523,0	3 473,6	28 041,4	31 515,0	4 558,9	5 008,0
15. Contributions volontaires	5 566,0		4 736,8	4 736,8	0,0	829,2
Total des ressources	42 089,0	3 473,6	32 778,2	36 251,8	4 558,9	5 837,2

Annexe II

Explications complémentaires concernant les écarts importants

Personnel civil

Crédits ouverts : 26 124 600 dollars; dépenses : 22 165 000 dollars; écart : 3 959 600 dollars

1. Le solde inutilisé, d'un montant estimatif de 3 959 600 dollars, s'explique par des dépenses moins importantes que prévues aux rubriques observateurs de police civile (70 000 dollars), personnel international et local (3 268 700 dollars) et Volontaires des Nations Unies (620 900 dollars).

Police civile

Crédits ouverts : 1 626 300 dollars; dépenses : 1 556 300 dollars; écart : 70 000 dollars

2. Le montant estimatif des économies réalisées à cette rubrique traduit une diminution d'un montant de 77 400 dollars au titre de l'indemnité de subsistance (missions) mensuelle, partiellement compensée par des dépenses supplémentaires d'un montant de 7 400 dollars à la rubrique frais de voyage. Depuis le 1er avril 1998, l'effectif autorisé est de 51 observateurs. Or, au 31 juillet 1998, l'effectif moyen déployé sur le terrain était de 48, d'où une diminution des dépenses mensuelles au titre de l'indemnité de subsistance (missions) et de l'indemnité d'habillement et d'équipement. Le dépassement concernant les voyages s'explique par l'augmentation des frais de voyage des observateurs militaires (de 3 000 à 3 400 dollars). Par ailleurs, on prévoyait à l'origine 21 relèves pour la période du 1er janvier au 31 mars 1998 et 23 pour la période du 31 mars au 31 décembre 1998, soit un total de 44 relèves. Or, il y a eu 22 relèves au cours du premier semestre; et on en prévoit 19 entre juillet et décembre, soit 41 relèves au total. L'augmentation des frais de voyage est partiellement compensée par la diminution du nombre des relèves par rapport à celles prévues au budget. Au total, ces écarts se traduisent par une diminution de 70 000 dollars.

Personnel international et local

Crédits ouverts : 19 690 400 dollars; dépenses : 16 421 700 dollars; écart : 3 268 700 dollars

3. Des ressources avaient été prévues au titre du personnel temporaire pour la période du 1er janvier au 31 mars 1998. Elles concernaient 328 fonctionnaires (129 recrutés sur le plan international et 199 sur le plan local). Alors que le taux général effectif de vacance de postes (5,6 %) est à peine supérieur au taux de roulement (5 %) applicable à tout le personnel, l'effectif moyen du personnel international a été de 111 fonctionnaires, soit un taux de vacance de postes de 13,7 %. Pour le reste de l'année, les ressources prévues doivent couvrir les dépenses afférentes à 133 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 229 agents locaux, avec un taux de vacance de 10 % pour le personnel international et de 5 % pour le personnel local. On prévoit un taux général de vacance de 12,8 % pour le personnel international et de 9,2 % pour le personnel local. S'agissant de la première catégorie de personnel, le taux est de 15,4 % pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de 8,6 % pour les agents des services généraux et catégories apparentées. Par ailleurs, on prévoit un nombre très élevé d'affectations de mission, à savoir 71 administrateurs sur les 82 prévus dans l'effectif autorisé pour la période du 1er avril au 31 décembre 1998. De même, le taux de vacance de postes du personnel international étant supérieur aux prévisions, une

diminution de 447 800 dollars devrait apparaître à la rubrique indemnité de subsistance (missions).

Volontaires des Nations Unies

Crédits ouverts : 4 807 900 dollars; dépenses : 4 187 000 dollars; écart : 620 900 dollars

4. Les économies d'un montant estimatif de 620 900 dollars prévues au titre des Volontaires des Nations Unies résultent principalement de la diminution du coût mensuel moyen, qui est tombé de 4 200 à 3 600 dollars. Cette diminution s'explique par le fait que la plupart des volontaires de la MINUGUA étant originaires de pays de la région, l'élément frais de voyage occupe une part moins importante dans le coût unitaire.

Frais de fonctionnement

Crédits ouverts : 9 304 200 dollars; dépenses : 8 313 900 dollars; écart : 990 300 dollars

5. Les économies envisagées résultent principalement de dépenses moins importantes que prévues aux rubriques transports (611 200 dollars) et opérations aériennes (236 300 dollars).

Transports

Crédits ouverts : 3 879 900 dollars; dépenses : 3 268 700 dollars; écart : 611 200 dollars

6. Des économies d'un montant de 548 800 dollars ont été réalisées à la rubrique achat de véhicules parce que le coût effectif des véhicules achetés a été inférieur aux coûts standard. Leur montant important a permis à la Mission d'acheter un chariot élévateur, d'où une diminution de 5 100 dollars des dépenses prévues au titre de la location de véhicules. Les frais de réparations inférieurs aux prévisions (34 200 dollars) par suite d'un nombre moins élevé d'accidents et la baisse du coût des carburants et lubrifiants (23 100 dollars) expliquent les autres économies.

Opérations aériennes

Crédits ouverts : 1 849 400 dollars; dépenses : 1 613 100 dollars; écart : 236 300 dollars

7. À la rubrique opérations aériennes, c'est la différence entre les hypothèses retenues pour l'établissement du budget et les termes des contrats effectivement conclus qui est principalement à l'origine de la diminution prévue (236 300 dollars). Les écarts constatés s'expliquent comme suit.

8. En ce qui concerne les hélicoptères, des crédits avaient été approuvés pour la location d'un hélicoptère au taux fixe de 111 500 dollars par mois, à raison de 60 heures de vol, toutes charges comprises. Or, dans le contrat effectivement conclu avec le transporteur, le taux fixe mensuel était de 79 212 dollars pour 20 heures de vol par mois, les frais de déploiement et de retrait s'élevant à 100 000 dollars et les frais d'assurance à 4 000 dollars.

9. En ce qui concerne les avions, les ressources prévues devaient couvrir la location d'un avion au taux mensuel fixe de 27 000 dollars, à raison de 60 heures de vol; 10 heures supplémentaires de vol par mois au taux mensuel de 1 206 dollars et les frais d'assurance, à raison de 8 000 dollars par mois (168 000 dollars). Or, l'accord effectivement conclu avec le transporteur en prévoyait un taux mensuel fixe de 32 100 dollars, 10 heures supplémentaires au taux de 1 100 dollars et des frais d'assurances s'élevant à 4 000 dollars pour la période considérée.
